



BIBLIOGRAPHIE CRITIQUE

Responsable de la rubrique : Francisco Muñoz-Pérez
Avec le concours de Dominique Diguët du service de la documentation de l'Ined

- N. FISCHER, C. HAMIDI *Les politiques migratoires*
• Analysé par Julie Fromentin 370
- A. DUBOIS-NAYT,
M.-É. HENNEAU,
R. VON KULESSA (dir.) *Revisiter la querelle des femmes. Discours sur l'égalité/inégalité des sexes en Europe, de 1400 aux lendemains de la Révolution*
• Analysé par Sylvie Cromer..... 372
- L. NOWIK,
A. THALINEAU (dir.) *Viellir chez soi. Les nouvelles formes du maintien à domicile*
• Analysé par Alexandra Garabige 374
- C. PLUMAUZILLE *Prostitution et Révolution. Les femmes publiques dans la cité républicaine (1789-1804)*
• Analysé par Jean-Marc Rohrbasser 376
- C. WIHTOL DE WENDEN *Atlas des migrations, un équilibre mondial à inventer*
• Analysé par Louise Caron..... 379
- A. SHAW, A. RAZ (eds.) *Cousin Marriages: Between Tradition, Genetic Risk and Cultural Change*
• Analysé par Gil Bellis 381
- D. BONNET,
V. DUCHESNE (dir.) *Procréation médicale et mondialisation. Expériences africaines*
• Analysé par Virginie Rozée 383

FISCHER Nicolas, HAMIDI Camille, 2016, *Les politiques migratoires*, Paris, La Découverte, Repères, 127 p.

Dans une période d'importants débats sur l'immigration en France et en Europe, ce livre constitue un outil opportun pour comprendre les enjeux actuels des politiques migratoires. Nicolas Fischer et Camille Hamidi nous présentent une synthèse des recherches les plus récentes sur les politiques migratoires menées principalement en Europe et en Amérique du Nord.

L'ouvrage prend pour point de départ la crise migratoire de 2015, souvent présentée comme inédite, et vise à montrer qu'au-delà de deux évolutions récentes majeures (l'augmentation des migrations internationales et leur mondialisation), cette crise s'inscrit dans une « problématique migratoire » plus ancienne qui, depuis les années 1980, a fait l'objet de nombreux travaux de recherche. Si les auteurs sont issus de la science politique, leur ouvrage est conçu dans une perspective disciplinaire large, mêlant science politique, sociologie, histoire, anthropologie, géographie et économie.

Il s'organise en cinq chapitres, dont le premier porte sur la production des politiques d'immigration. Ce chapitre s'intéresse aux modèles explicatifs des politiques migratoires et à leurs acteurs, mais aussi à la mise en œuvre pratique de ces politiques. Le second chapitre s'attache aux politiques d'accueil et de séjour, qui sont distinguées des politiques d'immigration et d'asile politique, celles-ci faisant l'objet du troisième chapitre. Le quatrième porte sur le contrôle répressif de l'immigration. Même si cette dimension répressive affecte l'ensemble des politiques migratoires, c'est aussi une politique en soi, marquée par une histoire et des problématiques qui lui sont propres, ce qui justifie pour les auteurs d'y consacrer un chapitre à part entière. Enfin, le dernier chapitre étudie les politiques d'intégration des migrations et des minorités. Ce découpage original correspond aux grandes subdivisions politiques issues de « [l'institutionnalisation] et [de la transformation des] catégories administratives, [des] politiques publiques et [des] pratiques qui visent à qualifier et à administrer les migrants et leurs déplacements » (p. 6).

La diversité des approches menées pour étudier les politiques migratoires rend la lecture de l'ouvrage stimulante. Les différents chapitres s'ouvrent sur une brève histoire des politiques étudiées et de la construction des catégories administratives en matière de politiques migratoires. Il est ainsi rappelé au début du deuxième chapitre que jusqu'à la Première Guerre mondiale, les migrations étaient libres en Europe, et que la construction des politiques de régulation des flux migratoires s'est faite tout au long du XX^e siècle. La question de l'internationalisation et plus précisément de l'eupéanisation des politiques migratoires, ainsi que celle de leur durcissement, est également abordée dans une perspective historique permettant de « se déprendre des cadres de pensée étatiques » (p. 7). Chacune des grandes catégories de politiques migratoires est aussi analysée dans une « perspective dynamique et relationnelle » (p. 7), à partir de synthèses de travaux analysant la mise en œuvre concrète des politiques migratoires dans

l'espace social local. Les pratiques locales des guichetiers dans les préfectures, les « bureaucraties de l'asile », le rôle militant des intermédiaires associatifs, les résistances et les mobilisations des migrants et de leurs soutiens, ou encore les stratégies de séjour irrégulier et d'évitement des contrôles sont autant d'objets de travaux de recherche « par le bas » dont les conclusions sont présentées dans les différents chapitres de l'ouvrage. Enfin, la perspective multiscalaire de l'ouvrage permet de mesurer le rôle croissant de l'échelon supranational et en particulier européen dans l'élaboration et la mise en œuvre des politiques migratoires, et de comparer des situations et des contextes nationaux différents. Cette triple épaisseur historique, sociologique et géographique donnée à l'analyse des politiques migratoires, couplée à un souci de synthèse exigé par le format de l'ouvrage, constitue sa plus grande qualité.

Cependant, cette pluralité au cœur de la démarche des auteurs – pluralité des politiques analysées, des approches, des disciplines, des échelles d'analyses et des méthodes – nuit parfois à l'unité de la structure de l'ouvrage et à sa clarté. De même, la transversalité des politiques migratoires, qui s'appliquent à différents domaines de l'action publique, interroge sur la pertinence de certains découpages opérés par les auteurs. La présentation témoigne néanmoins d'un net effort de pédagogie, et le lecteur appréciera tout particulièrement la table des matières claire et détaillée, ainsi que la bibliographie de quinze pages qui lui permettra de trouver les références nécessaires pour approfondir ses connaissances sur le sujet. Il faut enfin saluer encore une fois le souci de pluridisciplinarité qui fait de cet ouvrage une très bonne introduction pour tout lecteur s'intéressant aux problématiques liées aux politiques migratoires.

Julie FROMENTIN

DUBOIS-NAYT Armel, HENNEAU Marie-Élisabeth, VON KULESSA Rotraud (dir.), 2016, *Revisiter la querelle des femmes. Discours sur l'égalité/inégalité des sexes en Europe, de 1400 aux lendemains de la Révolution*, Publications de l'Université de Saint-Étienne, L'école du genre, 328 p.

En 2007, la Siefar (Société internationale pour l'étude des femmes de l'Ancien Régime), soutenue par plusieurs institutions⁽¹⁾, lançait un programme scientifique pluriannuel et pluridisciplinaire afin de revisiter ce que l'historiographie a dénommé « la querelle des femmes », la cause des dames, selon une acception judiciaire du XIV^e siècle. « Du coup de gueule à l'essai en bonne et due forme, en passant par les discussions argumentées, les pamphlets, les représentations théâtrales et picturales, cette polémique a vraisemblablement mis aux prises des millions d'hommes et de femmes de par le monde, autour de la double question de l'égalité (ou de l'inégalité) des sexes, et de leur différence (ou de leur similarité) » (Viennot, 2012, p. 9)⁽²⁾. Pourtant cette gigantesque controverse transnationale, qui s'étale sur plusieurs siècles, et « dont des milliers d'ouvrages ont conservé la trace et à laquelle ont participé beaucoup d'auteurs parmi les plus célèbres » (*ibid.*), a non seulement fait l'objet de peu de travaux, mais reste largement inconnue au-delà du cercle des historien.ne.s, ou du moins n'en connaissons-nous que de rares échos.

C'est donc dans le cadre de cette vaste et ambitieuse entreprise de dévoilement qu'il faut replacer cet ouvrage collectif, dirigé par Armel Dubois-Nayt, Marie-Élisabeth Henneau et Rotraud von Kulessa, qui réunit onze contributions du colloque international de 2011 organisé à Paris et à l'Université de Columbia. Les trois premiers colloques, organisés en 2008, 2009 et 2010, ainsi que les trois ouvrages⁽³⁾ qui s'ensuivirent, publiés en 2012 et 2013, répondaient à une logique périodique en étant consacrés successivement aux époques 1750-1810, 1600-1750, 1400-1600. Ce quatrième volume a, quant à lui, une visée comparative, en se concentrant sur les processus de transferts culturels en Europe, depuis la Renaissance jusqu'aux lendemains de la Révolution française. À partir de l'hypothèse que la France pourrait être le berceau de la dispute, cette quatrième étape, sans prétendre en être l'ultime, porte sur les débats dans les pays voisins et cherche à saisir les phénomènes de diffusion. Dans cette perspective, l'ouvrage, comme les précédents, est composé d'articles et de documents-clés, proposés en version bilingue, ce qui le rend accessible et attractif pour les non-spécialistes. L'originalité consiste également à offrir trois angles de vue sur la « querelle » en Europe. Le premier fournit des bilans historiographiques de la question dans quatre pays (Espagne, Allemagne, Italie, Grande-Bretagne), ainsi qu'un article

(1) Institut Émilie du Châtelet pour le développement et la diffusion des recherches sur les femmes, le sexe et le genre (région Ile-de-France); Institut universitaire de France; Université Jean Monnet de Saint-Étienne (2009).

(2) « Revisiter la querelle des femmes : mais de quoi parle-t-on ? », 2012, in Viennot Eliane (dir.), *Revisiter la « querelle des femmes » : discours sur l'égalité-inégalité des sexes, de 1750 aux lendemains de la Révolution*, Publications de l'Université de Saint-Étienne, L'École du genre, 204 p.

(3) Voir sur le site de la SIEFAR les présentations des colloques et ouvrages : <http://siefar.org/publications-articles/revisiter-la-querelle-des-femmes/>

retraçant les tendances majeures de la recherche dans l'espace européen (Margarete Zimmermann). Le deuxième axe analyse la circulation du débat, en examinant le retentissement d'œuvres célèbres, tel le *De mulieribus claris* de Boccace (Catherine Deutsch), ou les enjeux des traductions et adaptations (Claire Gheeraert-Grafeuille). Enfin, le troisième axe propose des portraits de femmes exceptionnelles engagées dans le combat pour l'égalité des sexes, comme Margery Kempe, aventurière de Dieu sillonnant l'Europe du XV^e siècle (Juliette Dor), ce qui révèle ainsi des espaces jusque lors inconnus de la querelle, en l'occurrence les discours des mystiques.

Cette nouvelle vision, qu'autorise en particulier la perspective multiple des analyses et la polyphonie des voix, permet de prendre conscience que ce qui a pu être présenté comme une tradition philosophico-littéraire, « comme un jeu rhétorique » (p. 12), est en fait le témoignage de l'ancienneté des revendications et des résistances en matière d'égalité des sexes. Celles-ci vont favoriser les transformations sociopolitiques – ou les contrarier –, contribuer à l'émergence des féminismes du XIX^e siècle (Pellegrin, 2017)⁽⁴⁾ et modeler jusqu'à aujourd'hui nos façons de penser l'égalité/l'inégalité.

Dans le contexte actuel, on comprend l'intérêt de cette (re)lecture, alors que la France connaît sur les arènes médiatique et politique, depuis plusieurs années, des affrontements autour des questions de genres et de sexualités, mettant en cause l'éducation à l'égalité entre filles et garçons à l'école et ayant conduit à la suppression du programme expérimental des ABCD de l'égalité en juin 2014. La récurrence du questionnement pour comprendre et mettre fin aux inégalités entre les sexes invite à un retour historique qui met à l'épreuve tant la construction des savoirs sur le cheminement vers l'égalité que nos arguments. C'est pourquoi, au-delà des historien.ne.s, l'ensemble des éclairages scientifiques, des documents écrits ou iconographiques et des bibliographies mis à disposition dans les quatre volumes et sur le site de la Siefar sont précieux pour les chercheur.e.s en études féministes ou en études de genre.

Sylvie CROMER

(4) Article « Féminisme de l'Ancien Régime », 2017, in Bard Christine (dir.) avec la collaboration de Sylvie Chaperon, *Dictionnaire des féministes : France, XVIII^e-XXI^e siècle*, Paris, Presses universitaires de France, 1754 p.

NOWIK Laurent, THALINEAU Alain (dir.), 2014, *Vieillir chez soi. Les nouvelles formes du maintien à domicile*, Presses universitaires de Rennes, Le sens social, 240 p.

Fruit d'un colloque international à Tours en 2013, cet ouvrage rassemble les contributions de nombreux spécialistes du champ de la vieillesse (sociologues, sociodémographes, gérontologues, médecins, ergothérapeutes, architectes...) autour de la question du « vieillir chez soi ». Dans un contexte où le maintien à domicile est promu, en France comme en Europe, pour faire face au vieillissement de la population, cet ouvrage traite plus particulièrement des logements intermédiaires. Il s'agit d'ensembles immobiliers composés de logements privés, dotés généralement d'espaces communs et de divers services individuels ou collectifs, qui permettent une forme de maintien à domicile spécifique. Peu connus, ces habitats, qui supposent une mobilité résidentielle, sont présentés comme une alternative au logement ordinaire (adapté ou non) et à l'établissement gérontologique pour les personnes en situation de perte d'autonomie.

L'ouvrage est structuré en deux parties, composées respectivement de six et cinq chapitres, qui mêlent des approches variées (sociohistorique, enquêtes de terrain qualitatives et quantitatives, exploitation de grandes enquêtes d'instituts publics). La première partie aborde la production de logements intermédiaires (allant des logements-foyers aux différentes formes de résidences-services) et leurs transformations. L'exploration des différentes formes d'habitats permet d'en dresser les caractéristiques et les spécificités, ainsi que la façon dont ils ont évolué au cours du temps, en lien avec les transformations des solidarités familiales et des politiques publiques. Cette première partie est également l'occasion d'exposer le point de vue des responsables et des résidents sur ces logements. Ce faisant, elle offre un panorama assez complet de ce type d'habitats et des formes de rénovation en cours pour en améliorer la qualité, tout en montrant leur développement inégal sur le territoire national français.

La seconde partie déplace le regard en traitant la question du vieillir à domicile sans mobilité résidentielle et ses limites. Plusieurs chapitres reviennent sur les expériences variées du maintien en logement ordinaire, en lien notamment avec les formes du soutien familial. La capacité à aménager l'espace de vie, la présence des proches-aidants ou l'isolement des personnes âgées, les ressources économiques dont ces dernières disposent, la distance géographique avec la famille, sont autant d'éléments qui influent sur le fait de rester à son domicile ou, au contraire, de s'installer dans un logement intermédiaire. Ce choix est également lié à la structuration du secteur marqué par l'apparition des prestataires privés lucratifs qui s'engagent sur ce marché, en France comme à l'étranger (le cas de la Suisse fait l'objet d'un chapitre spécifique).

L'ouvrage présente un intérêt majeur : faire connaître ce type de logements intermédiaires, assez peu valorisés dans le champ des politiques publiques, mais qui permettent aux personnes âgées de vivre dans un logement individuel qui sécurise et garantit en même temps un certain environnement social. La question du bien vieillir permet d'envisager les divers enjeux (individuel, politique et

social) de ce genre de logements, en France et dans divers pays d'Europe, et de tirer ainsi des enseignements utiles pour améliorer les modes d'habitats et donc les modes de vie des personnes âgées.

Alexandra GARABIGE

PLUMAUZILLE Clyde, 2016, *Prostitution et Révolution. Les femmes publiques dans la cité républicaine (1789-1804)*, Ceyzérieu, Champ Vallon, La chose publique, 400 p.

L'ouvrage explore l'un des dossiers les moins abordés de l'histoire de la Révolution française et discute la thèse classique qui ferait correspondre libéralisation de la prostitution et période révolutionnaire avec, en arrière-fond, la collusion idéologique entre anarchie et liberté absolue des mœurs. Selon l'auteure, la Révolution n'a pas libéré la prostitution mais a inauguré des politiques visant certes à la dépénaliser, mais aussi à l'encadrer en élaborant un système de contrôle réglementaire.

L'analyse du phénomène prostitutionnel vise ainsi à remédier à l'invisibilité des prostituées tout en refusant les caricatures qui tendent à déformer leur activité. La problématique de l'ouvrage est alors clairement définie : quel rôle la révolution a-t-elle joué à l'égard du phénomène prostitutionnel ? La dépénalisation de la prostitution a-t-elle constitué une révolution ? En répondant à ces questions, il s'agit pour l'auteure de proposer une histoire de la citoyenneté durant la Révolution, selon elle encore largement méconnue.

Pour C. Plumauzille, il ne s'agit évidemment pas de juger la prostitution, mais de mener une réflexion sur le sens de cette désignation et les expériences qu'elle recouvre : il s'agit de construire le concept de prostitution durant l'expérience révolutionnaire, et non de considérer le phénomène comme une catégorie préétablie. Ce présupposé méthodologique rend nécessaire une approche multidimensionnelle : analyse de l'historiographie, attention portée aux cadres juridiques et à leurs applications sur le terrain, étude des interactions entre agents institutionnels et personnes désignées comme prostituées, adoption d'une démarche compréhensive des modes d'existence que recouvre l'expérience prostitutionnelle, espace accordé à la parole des prostituées, à leurs pratiques et à leur capacité d'agir.

L'ensemble de l'étude se focalise sur le Paris révolutionnaire, territoire de choix pour poser le problème de la prostitution et de sa police. Elle se déroule en trois parties : la première (composée des chapitres 1 à 3) est essentiellement descriptive, la deuxième (chapitres 4 et 5) adopte un déroulement chronologique, et la troisième (chapitres 6 et 7) analyse la prostitution comme un état de « citoyenneté diminuée ».

Le premier chapitre propose une analyse quantitative de la population des femmes publiques, fondée sur de l'enregistrement policier et carcéral, mais sans faire l'économie de l'appréhension des logiques institutionnelles propres à la catégorisation en question. Le deuxième chapitre étudie l'occupation généralisée de l'espace de la capitale par la prostitution : fantasme de la « Nouvelle Babylone », mais aussi indice d'une offre sexuelle qui s'expose dans nombre de lieux, alors que la prostitution apparaît comme intriquée dans le tissu urbain. Le troisième chapitre détaille les éléments d'une culture sexuelle, culture de l'urbanité populaire qui s'impose dans le nouvel espace public qu'engendre l'égalitarisme de 1789. Cette culture apparaît à la faveur d'une tension entre l'émergence d'un

nouvel espace du collectif où se transforment les comportements, et les redéfinitions d'un ordre moral de la cité au travers du regard policier.

Le quatrième chapitre inaugure la deuxième partie consacrée à la dépénalisation de la prostitution, partie fondée, en l'absence de sources législatives, sur les débats parlementaires et la production réglementaire de l'administration policière. Entre 1789 et 1792, règne, comme le dit l'auteure, le « silence des lois » : la prostitution n'est pas un objet du débat politique et parlementaire. Il s'agit alors de comprendre l'objectif de ce silence politique. Est-il volontaire ? Vise-t-il à rendre invisible la prostitution ou à l'émanciper du contrôle de l'État ?

À ce silence succède la mise en administration de la prostitution, titre et thème du cinquième chapitre consacré aux années 1793-1799. L'année 1793 met un terme au mouvement de libéralisation et de banalisation de la prostitution. Le gouvernement de la « Terreur » a pour objectif, entre autres, de retrancher de la nation des éléments socialement autant que moralement inassimilables. Il convient alors de clarifier les notions de bons et de mauvais citoyens, de les distinguer et de fonder la pratique de bonnes mœurs républicaines.

La troisième et dernière partie de l'ouvrage s'ouvre sur une analyse détaillée de l'action policière à l'encontre de la prostitution. Dans toute cette partie, l'auteure adopte une démarche sociohistorique : les femmes désignées dans les archives policières comme « femmes publiques » sont étudiées à travers les relations qu'elles entretiennent avec l'institution qui contribue à les définir comme telles. Au travail quotidien des policiers s'associe la montée de l'intolérance chez les Parisiens, créant un faisceau de dynamiques d'exclusion focalisées sur la prostitution publique. Les « honnêtes citoyens » se positionnent par rapport à la visibilité de la prostitution dans l'espace public et au scandale que cette visibilité suscite. Les moralisateurs de tout poil, par leurs discours et leurs pratiques, élaborent de nouveaux cadres d'action sur la prostitution, supplantant à ce silence des lois repéré et étudié dans la deuxième partie.

Le septième chapitre, le dernier de l'ouvrage, est centré sur le processus de l'arrestation comme femme publique, stigmaté dont il s'agit de préciser les modalités pratiques et empiriques. L'étude se déroule en deux temps : un premier, par l'étude qualitative des procès-verbaux, indique le contour des interventions policières, leurs logiques et les fondements de la catégorisation qu'elles mettent en œuvre ; un second temps consiste en une appréciation des expériences et des trajectoires individuelles des femmes marquées comme publiques.

L'auteure conclut en rappelant que l'histoire du phénomène prostitutionnel, au cours de la décennie révolutionnaire qui vient d'être retracée, est écartelée entre un régime juridique qui se veut libéral et un traitement policier perpétuant la stigmatisation des femmes publiques dans une société qui se proclame régénérée. En dépit de cette tension, la décennie révolutionnaire n'en a pas moins contribué, selon l'auteure, à redéfinir le statut des prostituées dans la société et à réorganiser le contrôle de la prostitution lié à des enjeux inédits pour l'administration de son espace de liberté.

Le lecteur de cet ouvrage en percevra sans peine la cohérence et, bien entendu, l'intérêt. Les diverses approches méthodologiques mises en œuvre pour comprendre la subtile dialectique qui lie ou oppose comportements individuels et actions administratives – dialectique qui fait véritablement l'ossature du propos de l'auteure – permettent d'embrasser les différents aspects de la question de la prostitution durant la décennie révolutionnaire.

Aux dires de son auteure, l'ouvrage éclaire un point aveugle du champ historiographique actuel sur la prostitution. On y trouve en effet une actualisation longtemps attendue du problème, la richesse d'une approche holistique qui sait souvent transcender la minutie ponctuelle des sources convoquées, enfin un recours aux méthodes historiographiques les plus éprouvées, n'hésitant pas à exploiter la transversalité avec des disciplines connexes, comme la démographie ou la sociologie.

Restent des questions très générales que la lecture de cet ouvrage pourrait soulever : des considérations similaires à celles de l'auteure pour la période révolutionnaire pourraient-elles être développées pour d'autres périodes historiques, certes davantage explorées mais souvent en l'absence des outils ici utilisés ? Qu'en serait-il des problématiques analysées ici, en des périodes différentes mais tout aussi « agitées » ? Verrait-on, dans ces périodes, une articulation semblable des formes de l'expérience aux cadres institutionnels ? Une même dialectique de l'individu face à la norme ou à la loi ?

On soulignera pour finir que l'ouvrage est riche d'une bibliographie générale thématique particulièrement utile et de références historiographiques toujours précises et documentées. Une lecture à recommander.

Jean-Marc ROHRBASSER

WIHTOL DE WENDEN Catherine, 2016, *Atlas des migrations, un équilibre mondial à inventer*, Paris, Autrement, Atlas-monde, 96 p.

Catherine Wihtol de Wenden, directrice de recherche du CNRS au Centre de recherches internationales (Sciences Po), signe en 2016 une quatrième édition de son *Atlas des migrations*. En adoptant une ligne résolument synthétique et pédagogique, l'objectif de cet atlas est d'offrir un panorama du phénomène migratoire qui soulève des enjeux majeurs, bien qu'il ne concerne que 3,5 % de la population de la planète comme le rappelle l'auteure en introduction.

L'ouvrage est divisé en cinq parties à l'intérieur desquelles chaque double page aborde un sujet précis où les cartes de Madeleine Benoit-Guyod sont accompagnées d'un texte explicatif. La première partie dresse un tableau des grandes caractéristiques des flux migratoires internationaux, des réfugiés aux migrants de travail, en passant par le regroupement familial et la « fuite des cerveaux ». L'accent est également mis sur l'existence de diasporas et de réseaux transnationaux, ainsi que sur de nouvelles formes de mouvements comme les migrations du Nord vers le Sud de retraités qui s'installent dans des pays où le coût de la vie est moins élevé.

Les trois chapitres suivants s'intéressent à des zones géographiques plus spécifiques. L'Europe est d'abord analysée comme un important pôle d'attraction regroupant des systèmes migratoires diversifiés. Un des apports principaux de cette nouvelle édition est de proposer un focus sur la « crise des migrants » qui a touché l'Europe avec 626 000 demandes d'asile en 2014 selon le HCR et 3 700 morts en Méditerranée en 2015. Les cartes présentées reviennent également sur la façon dont elle a été gérée politiquement : quotas migratoires proposés par l'Union européenne (UE), renforcement des frontières de l'espace Schengen, tentative d'européanisation des politiques migratoires. Cette crise est également abordée dans le chapitre suivant qui se focalise sur le conflit syrien et le carrefour méditerranéen. Ce troisième chapitre traite plus généralement des pays du Sud (monde arabe, Afrique et Asie) qui ont connu les mutations migratoires les plus importantes au cours des dernières décennies. Le quatrième chapitre pose en filigrane la question du devenir des populations immigrées dans les sociétés d'immigration puisqu'il aborde les problématiques d'intégration en France, d'assimilation aux États-Unis ou de multiculturalisme au Canada.

Cette description des différents mouvements migratoires est mise en perspective dans une dernière partie qui aborde leurs enjeux politiques spécifiques. Sont notamment traitées les questions de l'urbanisation massive des mégapoles (on apprend ainsi que l'agglomération de Tokyo était la plus peuplée du monde en 2015, avec environ 43 millions d'habitants), de l'influence des pays de départ sur les sociétés d'accueil dans une « diplomatie des migrations » globale (p. 86), et des liens entre migrations et développement des pays d'origine dans un système migratoire triplement gagnant (pour le migrant et les deux pays concernés).

On pourrait regretter que cet atlas n'aborde que de façon superficielle les sujets dont il traite, mais dès le départ l'objectif affiché n'était pas d'en proposer

une analyse détaillée. En puisant dans des sources statistiques variées à la fois internationales (OCDE, HCR, Nations unies) et nationales (par exemple l'enquête Trajectoires et Origines pour la France), cet ouvrage dresse un panorama synthétique bienvenu dans un contexte où les migrations sont au cœur des débats politiques. On ne peut que saluer l'effort pédagogique de l'auteure et son souci de mettre en regard la recomposition des mobilités internationales avec ses enjeux politiques de société et de gouvernance. Comme souligné p. 52, « le phénomène migratoire n'est pas une réponse conjoncturelle à une pénurie passagère, mais une tendance profonde de l'humanité; le monde bouge et les instruments qui le régulent ne sont plus adaptés à la rapidité des mutations. » Le sous-titre de l'ouvrage, « un équilibre mondial à inventer », prend alors tout son sens.

Louise CARON

SHAW Alison, RAZ Aviad (eds.), 2015, *Cousin Marriages: Between Tradition, Genetic Risk and Cultural Change*, New York, Berghahn Books, Series Fertility, reproduction and sexuality, vol. 28, 248 p.

Ce livre est une mise en perspective de la notion de consanguinité. Les auteurs partent de l'acception la plus stricte de ce terme : la relation génétique entre descendants d'un ancêtre commun, mesurée par un coefficient (F) qui exprime, en probabilité, le fait que deux allèles d'un gène en un emplacement chromosomique chez un individu sont la copie d'un même allèle provenant d'un ancêtre commun. À titre d'exemple – mais ceci représente le cas le plus fréquent dans les populations humaines –, le coefficient F chez un individu issu d'une union entre cousins germains est de 0,0625 : pour 1 gène sur 16 de son génome, les deux allèles de ce gène sont identiques par ascendance, ce qui crée une situation d'homozygotie. Une fois posés ces éléments, l'ouvrage propose une série de contributions qui abordent la consanguinité sous divers aspects.

L'un de ces aspects est celui des pratiques matrimoniales provoquant, par la consanguinité, une augmentation du risque de maladies génétiques. Deux principaux facteurs sont évoqués concernant ces pratiques : l'isolement et les mariages préférentiels. L'isolement se caractérise par une quasi-absence d'échanges migratoires ou par un espace d'intermariages dans lequel le choix du conjoint s'effectue à l'intérieur d'un groupe relativement fermé d'individus risquant d'appartenir à une même lignée familiale. Les mariages préférentiels, quant à eux, répondent à des considérations culturelles et aux bénéfices sociaux ou économiques attendus lorsque l'union s'effectue avec un apparenté. L'ouvrage est ainsi très documenté sur les populations méditerranéennes et du Moyen-Orient où la consanguinité est fréquente et se traduit par la fréquence élevée de maladies génétiques telles que la drépanocytose et la β -thalassémie⁽¹⁾.

Un autre aspect occupant une place importante dans cet ouvrage est celui des stratégies de santé publique retenues dans différents pays pour faire face aux problèmes, tant démographiques qu'économiques, posés par les maladies génétiques. L'exemple de Chypre et de la Sardaigne est très probant. La prévalence de la β -thalassémie y a fortement diminué à la suite de la mise en place de programmes de dépistage des sujets porteurs d'allèles mutés délétères. Ces programmes reposent essentiellement sur le conseil génétique apporté aux couples ayant un risque de donner naissance à un enfant malade, ce qui leur permet de se déterminer sur un choix reproductif. Un exemple très parlant est également le programme déployé en Israël auprès des communautés orthodoxes, où les mariages sont arrangés par les familles et l'avortement proscrit, mais qui sont touchées par la maladie de Tay-Sachs, d'apparition précoce et létale⁽²⁾. Ce

(1) La drépanocytose et la β -thalassémie sont deux maladies génétiques du sang. La première se caractérise par une modification de la forme des globules rouges, la seconde par une production insuffisante d'hémoglobine.

(2) La maladie de Tay-Sachs est une maladie génétique du métabolisme. Par défaut de production d'une enzyme, une forme particulière de lipide s'accumule anormalement dans le système nerveux.

programme, instauré depuis le début des années 1980 et consistant à effectuer des tests génétiques prénuptiaux qui impliquent la participation des autorités rabbiniques, s'est traduit par une nette diminution de la maladie de Tay-Sachs chez les Ashkénazes.

Outre la clarté des exposés et la diversité des situations présentées, l'un des principaux mérites du livre de Shaw et Raz est de montrer que la réussite des programmes de lutte contre les maladies génétiques liées à la consanguinité n'est possible qu'à la condition d'intégrer localement les facteurs culturels et les croyances populaires aux interventions médicales caractérisées, bien souvent, par une haute technicité.

Gil BELLIS

BONNET Doris, DUCHESNE Véronique (dir.), 2016, *Procréation médicale et mondialisation. Expériences africaines*, Paris, L'Harmattan, 250 p.

Cet ouvrage collectif dirigé par D. Bonnet et V. Duchesne, anthropologues du Centre population et développement (Paris, France), porte sur la stérilité et sa médicalisation dans une région encore peu documentée à ce sujet : l'Afrique subsaharienne. À l'exception des travaux pionniers de M. Inhorn au Moyen-Orient et de E. Roberts dans les Andes équatoriennes, les recherches en sciences sociales sur ces thématiques se sont essentiellement développées dans les contextes européen et nord-américain. Il s'agit donc ici d'un ouvrage clé qui apporte de nombreux éléments empiriques et compréhensifs autour de l'absence d'enfant, des traitements disponibles et utilisés, et des stratégies collectives et individuelles pour pallier les problèmes de stérilité, dont le recours aux techniques biomédicales. Dans ces 14 chapitres, les auteur-e-s, provenant de trois pays européens et de trois disciplines (anthropologie, sciences de l'éducation, sciences de l'information et de la communication), analysent l'appropriation locale des nouvelles techniques de reproduction. À partir d'études de terrain réalisées en contexte urbain auprès de couples hétérosexuels stériles et auprès de médecins, mais aussi à partir de l'analyse des outils de communication, le livre couvre les situations de neuf pays africains (Afrique du Sud, Burkina Faso, Cameroun, Côte d'Ivoire, Gabon, Ghana, Mozambique, Ouganda, Sénégal). Chaque situation est resituée dans le contexte mondial actuel qui crée des « paysages reproductifs mondialisés » (*reproscape*) à travers lesquels circulent, entre autres, des individus en quête de procréation médicale et des savoirs biomédicaux. Le livre concerne une région si diverse, avec des situations politiques, médicales et sociales si particulières, qu'il est difficile d'en faire une présentation exhaustive. Il est possible néanmoins de dégager les grandes lignes qui caractérisent la procréation médicale dans les pays explorés et d'observer la spécificité du contexte africain.

L'ouvrage montre que la stérilité en Afrique est un problème de santé publique doublé d'un problème social. Elle a en effet une forte prévalence : en Afrique du Sud, 15 % à 20 % des couples rencontrent des problèmes de stérilité ; au Gabon, ces problèmes touchent 30 % des couples. Il s'agit surtout de stérilités secondaires, pour concevoir un deuxième enfant, dues à des complications mal ou non traitées d'une grossesse, d'un avortement, d'un accouchement, ainsi que de conséquences d'infections sexuellement transmissibles. La stérilité n'est pourtant jamais considérée comme un problème de santé publique, car ceux liés à la surpopulation constituent la préoccupation principale dans la région.

La stérilité conduit à la stigmatisation et à la marginalisation car en Afrique c'est un devoir d'assurer la descendance familiale. Comme le souligne M. Brochard, il y a « un endettement symbolique face aux familles et aux lignages » (p. 169). Ni l'adoption ni le confiage ne peuvent se substituer à la procréation « biologique » pour perpétuer le lignage. Cette « injonction à l'engendrement » (p. 219) concerne aussi bien les hommes que les femmes. Devenir mère permet d'acquérir un statut

dans la famille et dans la communauté. La reproduction serait ainsi un « mécanisme d'*empowerment* » (acquisition ou renforcement du pouvoir ; p. 124) pour les femmes. Sur les hommes s'exerce également une pression sociale, plus intime et personnelle, autour de leurs performances reproductives (chapitre de Bonnet), ce qui engendre un certain déni de la stérilité masculine.

Les nouvelles techniques de reproduction sont apparues en Afrique subsaharienne dans les années 1980, mais depuis lors elles se sont peu développées dans la région, à la fois pour des raisons politiques, économiques et culturelles. En l'absence de politiques publiques, ces techniques sont essentiellement proposées dans un nombre limité de centres privés situés dans les grandes villes, ce qui laisse en marge une importante proportion de couples stériles et crée de fait une « reproduction stratifiée », illustrée par F. Le Marcis dans son chapitre sur l'Afrique du Sud. L'absence de politiques publiques dans ce domaine a un autre effet : ce sont les médecins qui décident et régissent les pratiques médicales et en contrôlent l'information. Pour combler le manque de savoirs et de savoir-faire, ces mêmes médecins vont chercher à l'étranger la formation, les compétences et les connaissances qu'ils n'ont pas. Ils les adaptent ensuite au contexte de leur pays en fonction de considérations biomédicales, économiques et morales, avec comme principal objectif celui de maintenir des coûts bas et d'améliorer les taux de succès (chapitre de Hörbst et Gerrits).

Les biotechnologies sont également peu démocratisées en Afrique, du fait des représentations socioculturelles de la stérilité, empreintes de légendes urbaines et de sorcellerie. Or, comme le mentionne A. Ekang Mvé en reprenant les propos de M. Lock, « ce sont les valeurs culturelles qui déterminent l'usage qu'une société fait des biotechnologies » (p. 192). Dans ces contextes socioculturels spécifiques, pour optimiser leur chance de concevoir et minimiser les risques sociaux liés à l'usage des biotechnologies, les couples trouvent des arrangements illustrant à la fois les contraintes qui pèsent sur eux et leur pouvoir d'agir (chapitre de Charmillot). Une spécificité africaine soulignée dans le livre est l'hybridité des traitements, c'est-à-dire le recours simultané aux traitements traditionnels et aux traitements biomédicaux. Certains couples décident de recourir à des soins à l'étranger, dans d'autres pays africains comme l'Afrique du Sud (chapitre de Faria), voire en dehors du continent, aux États-Unis ou en Europe, où les soins sont considérés de meilleure qualité, et où il est également possible de recourir à des techniques comme le don de gamètes. Le recours à l'étranger permet aussi de préserver l'intimité et la confidentialité des démarches, voire d'échapper aux pressions familiales, aux contraintes rituelles et à la sorcellerie (chapitre de Ekang Mvé). En contexte de migration, les représentations socioculturelles autour de la reproduction et de la biomédecine sont mises à l'épreuve (chapitres d'Epelboin et de Duchesne). V. Duchesne identifie trois paradoxes autour de l'anonymat, la gratuité et les représentations du corps des femmes qui montrent en effet les décalages entre le modèle proposé en France et les attentes socioculturelles de la population originaire d'Afrique.

Parce que les pratiques de procréation médicale ne sont ni développées ni démocratisées, elles sont frappées d'un certain interdit, et peu d'informations circulent à leur sujet. Les nouveaux outils de communication jouent ici un rôle prépondérant. Les cliniques font un effort de vulgarisation et d'accessibilité sur leur site Internet pour leurs patients potentiels (mais aussi pour les professionnels de santé et les médias). Cependant, l'information est particulièrement contrôlée et ces sites n'offrent guère d'espaces d'échanges entre usagers (chapitre de Massou). Les forums de discussion et les blogs deviennent ainsi des espaces privilégiés d'information et d'interaction. E. Simon montre que leur utilisation permet aux femmes ivoiriennes de redevenir actrices de leur parcours et de prendre de la distance par rapport aux pressions familiales. Selon B. Simonot, les blogs hébergés en Afrique du Sud permettent aux femmes, affectées sur le plan personnel et social par la stérilité, de se réconcilier avec elles-mêmes.

À travers différentes situations, selon des approches empiriques diverses, cet ouvrage recueille les paroles et les expériences de couples stériles et des médecins concernés par ces questions, dans le contexte de l'Afrique subsaharienne. Pionnier en la matière, cet ouvrage présente un double intérêt. D'abord, à travers les questions posées par la procréation médicalement assistée, il montre, comme l'écrivent D. Bonnet et V. Duchesne en conclusion, des « transformations silencieuses » en cours dans les sociétés africaines. En effet, aux logiques communautaires viennent désormais se greffer des logiques individuelles, faisant progressivement émerger « l'Afrique des individus ». L'enfant incarne aujourd'hui autant un désir du couple qu'un devoir familial. Ensuite, au-delà du cas africain, le livre permet d'observer et de comprendre les diverses logiques qui sous-tendent les problèmes de stérilité et le recours aux biotechnologies dans un contexte donné. Il participe ainsi à une meilleure identification et compréhension des enjeux actuels de genre, famille et santé dans un contexte de biomédicalisation et de mondialisation.

Virginie ROZÉE